

été pour autant rétablies ou que toute la situation agricole de l'industrie des grains est remise sur pied. Du côté des transports, le gouvernement vient de présider à la création du système d'expédition des céréales en régime de zone, avec des coordinateurs à Thunder Bay et à Vancouver qui s'assureront qu'on utilise de la manière la plus efficace possible les systèmes de transport actuels. Partout dans le monde, nous avons réveillé l'activité et renforcé la participation des délégués commerciaux chargés de réaliser les ventes de blé. Les députés vis-à-vis semblent souvent ignorer la grande liberté d'action que la Commission du blé laisse aux représentants à qui elle confie la vente de notre blé dans le monde. Nous venons d'examiner un rapport du comité chargé d'étudier le système des quotas. Ce système a un effet direct sur l'efficacité et la rentabilité, partant sur le producteur de grain. Il y a de nombreuses années que ce système attend un révision. On prendra des mesures à ce sujet.

Nous avons fait entreprendre des études supplémentaires sur les facilités de recherche disponibles. Nous avons attaqué la question des réserves. Les députés vis-à-vis ne sont guère prêts même à envisager s'il convient ou non de s'interroger sur les réserves de grain et le niveau d'entreposage qu'il faudrait maintenir au Canada. Nous avons constaté qu'il était nécessaire de se poser ces questions et d'y répondre. Le gouvernement a jugé bon d'offrir 100 millions de dollars pour aider à ramener à des proportions raisonnables ces réserves de blé qui étaient particulièrement abondantes.

La somme de 100 millions n'est pas insignifiante, même si les honorables vis-à-vis en parlent comme d'une menue monnaie. Le programme LIFT mettra des millions de dollars supplémentaires entre les mains des cultivateurs des Prairies cette année. Les emblavures de blé seront de beaucoup réduites et les emblavures de fourrage et d'autres plantes exigeant un minimum de soins augmenteront considérablement afin que les cultivateurs puissent toucher l'argent disponible en vertu du programme LIFT. Cet argent s'ajoutera à ce que les cultivateurs toucheront autrement par la vente de leurs produits, car la vente de ces céréales prendra de plus en plus d'importance. Le revenu des cultivateurs s'améliorera donc ainsi. Mais, par-dessus tout, nous devons nous demander quelle est la façon d'aborder ces problèmes.

Une des principales questions à l'étude actuellement est celle du transport et de la manutention. Pourtant, une fois de plus, je crains fort que les députés de l'opposition

n'adoptent une attitude négative et ne sèment la crainte, au lieu de chercher à dire quelle serait la meilleure façon d'aborder la question. D'après certaines allusions, certaines déclarations, il semble que des députés de l'opposition estiment que nous abordons bien la question. Au lieu de dire que nous devrions analyser le coût d'autres régimes de transport, que nous devrions dire aux producteurs qu'ils devraient savoir combien coûteront ces nouveaux modes de transport, que nous devrions par tous les moyens possibles faire profiter les producteurs de tous les avantages pouvant découler d'un autre régime, et que les producteurs ont le droit de savoir les différences entre le régime actuel et celui qu'on propose, les députés de l'opposition préféreraient que nous ne fassions rien. Ils ne veulent pas nous voir faire face au problème et étudier la question.

A mon avis, c'est déplorable. Notre industrie céréalière ne peut se permettre d'avoir 500 millions de boisseaux de blé excédentaires aux besoins commerciaux, ce qui peut coûter 50 millions de dollars par année à l'industrie. Les membres de l'opposition veulent-ils qu'on jette cet argent par la fenêtre, qu'il n'aille pas aux producteurs agricoles? Je doute que les producteurs voudront gaspiller même quelques cents par boisseau de blé par suite d'une manutention inefficace, si un bon système est mis à leur disposition. Les députés se rendent sûrement compte que nous cherchons tout simplement l'occasion de présenter aux producteurs une analyse de toutes les possibilités, et des avantages que chacune représente.

• (3.50 p.m.)

Je tiens à souligner qu'il n'y a pas de doute à ce sujet. Je crois fermement que nous devons examiner tous les systèmes de manutention possible. Nous devons analyser les coûts et profits éventuels pour le producteur. Parce que les producteurs devront accepter tous les changements de système qui pourraient en résulter, il leur appartient de décider quel système est le meilleur. Il importe aussi que les profits découlant d'un système modifié retournent aux producteurs. La liste de tout ce que nous faisons pour résoudre les problèmes actuels devrait sûrement convaincre les vis-à-vis, comme elle persuade progressivement les cultivateurs, que le gouvernement s'efforce de s'attaquer aux véritables difficultés auxquelles l'industrie céréalière se heurte. Elle devrait sans aucun doute inciter les membres de l'opposition à retirer certains

[L'hon. M. Lang.]